



DANS CE NUMÉRO:
CALENDRIER MIS À JOUR AVEC DE NOUVEAUX ÉVÉNEMENTS >>> AU CENTRE DÉFENDRE LA TÉLÉVISION LOCALE >>> PAGE 2
HARMONISATION DES PROGRAMMES D'APPRENTISSAGE >>> PAGE 4

VOLUME 4, NO.5

WWW.UNIFOR.ORG

10 MARS 2016



uniforum



La section locale 444 d'Unifor à Windsor a montré à quoi ressemble la solidarité internationale lorsqu'elle a participé à une campagne récente pour envoyer des bouteilles d'eau à la ville de Flint, au Michigan, où des années de négligence ont contaminé l'eau de la municipalité, connue aussi pour son secteur de l'automobile. Le Service d'incendie de Windsor, Caesars Windsor et Real Canadian Superstore ont établi un partenariat pour envoyer plus de 22 000 bouteilles d'eau.

Un débat public est nécessaire sur le PTP

Le Partenariat transpacifique soulève de sérieuses préoccupations qui peuvent seulement être abordées dans le cadre d'un débat large et ouvert parmi les Canadiens, a affirmé récemment le président national d'Unifor, Jerry Dias, devant le Comité permanent sur le commerce international de la Chambre des communes.

« Il est essentiel qu'une véritable consultation publique soit menée à partir de recherches crédibles et indépendantes », a souligné Jerry Dias devant le comité. « Mais, si des modifications importantes ne peuvent être apportées au PTP à ce stade-ci, alors notre syndicat ne peut appuyer cet accord. »

M. Dias a affirmé que le gouvernement libéral doit se pencher sérieusement sur l'accord négocié par le précédent gouvernement conservateur avant de le soumettre au vote pour qu'il soit ratifié par le Parlement. Il a aussi exhorté le gouvernement à éviter de communiquer des "hypothèses fantaisistes" en discutant de l'accord avec les

Un programme de report de paiement d'électricité laisse tomber les travailleurs

Après avoir été avisé d'au moins 17 mises à pied à la mine Gibraltar, Unifor affirme que le programme de report de paiement des factures d'électricité accordé aux entreprises de la province

>> Suite à la page 2

Le budget de l'Ontario n'est pas à la hauteur pour relancer certains secteurs

Unifor accueille favorablement les investissements en éducation, en santé et dans les infrastructures, mais affirme que le contenu global du budget de l'Ontario est insuffisant.

« Un financement accru dans ces secteurs était nécessaire depuis longtemps », a affirmé Katha Fortier, directrice de la région de l'Ontario d'Unifor. « Le budget d'aujourd'hui est un début, mais nous avons besoin de plus

d'investissement pour faire une vraie différence dans la vie des Ontariens. »

Dans ses recommandations prébudgétaires, Unifor demandait au gouvernement Wynne de rétablir le financement des hôpitaux et d'augmenter le financement de base des soins de longue durée et à domicile. Le syndicat qualifie de modestes les hausses annoncées dans le budget pour les soins à long terme et

>> Suite à la page 3

>> Suite à la page 3

Les réunions du Groupe de travail sur les sections locales : une « source d'inspiration »

Le président national à la retraite des TCA, Ken Lewenza, a régalé les délégués et délégués lors de la Conférence des métiers spécialisés avec des témoignages du Groupe de travail sur les sections locales.

« J'ai tellement appris au cours des dix derniers mois avec ce Groupe de travail. Cet immense privilège fut une vraie source d'inspiration », a-t-il affirmé.

Ken Lewenza a dit que le Groupe de travail offre la possibilité d'exprimer des commentaires directement, il reconnaît aussi que les temps ont changé pour le mouvement syndical.

Les réunions du Groupe de travail prennent fin en avril et un rapport sera déposé au congrès en août.

« Grâce à l'amitié, à la camaraderie et au partage d'idées à propos de notre syndicat, nous pouvons tous être inspirés et avoir envie de lutter encore », a affirmé Ken Lewenza.



Uniforum est publié toutes les deux semaines par Unifor, le plus grand syndicat du secteur privé au Canada.

Vous pouvez nous joindre au :

Uniforum

Service des communications d'Unifor
205 Placer Court, 5e étage
Toronto (Ontario) M5H 3H9
1-800-268-5763

communications@unifor.org

www.unifor.org

Une manifestation en appui à la télévision locale et pour des modifications aux lois

Plus de 120 personnes se sont rassemblées devant l'hôtel de ville de Hamilton récemment afin de défendre les nouvelles locales et manifester contre le licenciement et le traitement injuste à l'endroit des employés syndiqués de CHCH TV.

Des membres dévoués d'Unifor chez CHCH ont été licenciés lorsque Channel Zero Inc a déclaré que la filiale qui présentait les nouvelles de CHCH était en faillite. Plus de 100 employés ont perdu leur emploi sans préavis ni indemnité de départ, deux semaines avant Noël.

Dans les jours suivant l'annonce de la faillite, la station a coupé la programmation locale de 80 heures par semaines jusqu'à 17,5 heures, et a repris ses activités sans reconnaître le syndicat ni la



Les employés de CHCH TV et leurs partisans ont manifesté devant l'hôtel de ville de Hamilton le 4 mars pour défendre la télévision locale et demander des modifications aux lois.

convention collective.

« Nous devons modifier les lois sur la faillite qui placent les intérêts des travailleurs en dernier », a déclaré Katha Fortier, directrice de la région de l'Ontario d'Unifor, lors de la manifestation du 29 février. Elle a aussi blâmé Channel Zero d'avoir omis d'offrir des emplois à ses autres stations télévisuelles.

« Si cela ressemble à des

actions antisyndicales et si ça sont des actions antisyndicales », a affirmé Wayne Marston, ancien député néodémocrate.

Anthony Marco, président du Conseil du travail de Hamilton et du district, a aussi vertement critiqué la société mère CHCH. « Channel Zero n'a aucun respect pour ses travailleuses et travailleurs.

>> Suite de "Un programme de report de paiement.." on page 1

laisse tomber les communautés nordiques.

« Si le report du paiement des factures d'électricité accordé par le gouvernement libéral de la Colombie-Britannique ne peut générer des emplois de qualité, alors il ne s'agit que d'une mesure d'assistance aux entreprises », a déclaré Joie Warnock, directrice de la région de l'Ouest d'Unifor.

« Les familles de la Colombie-Britannique n'ont pas de passe-droit pour leurs factures d'électricité, pourquoi les multinationales des mines en ont-elles alors qu'elles mettent à pied des travailleurs? »

Le 26 février, BC Hydro a déposé une demande auprès de la Commission des services publics de la Colombie-Britannique pour une hausse de tarif de 4 p. cent.

Les entreprises en Colombie-Britannique peuvent demander un



Cutline Hari odi volo voluptatem. Nis sunt omnis pelitat. Rio consequi ibereium quibus et hilibus.

report de deux ans du paiement de leurs factures d'électricité. Lorsque cette mesure a été adoptée par le ministre de l'Énergie et des Mines, Bill Bennett (Kootenay Est), le gouvernement avait dit qu'elle serait utilisée pour aider les entreprises en difficulté à créer des emplois.

« Ce ministre et la députée Donna Barnett ont des explications à fournir à ces travailleurs sans emploi », a

affirmé Ken Lewins, président de la section locale 3018 d'Unifor. « Le marché du cuivre connaît une reprise, alors il n'y a aucune raison que la mine ait besoin d'un coup de main en même temps qu'elle met à pied des mineurs dévoués. »

Selon le site Web de l'entreprise, la mine est la deuxième plus grande mine à ciel ouvert de cuivre au Canada et le deuxième plus grand employeur de la région de Cariboo.

>> Suite de "story headline here" on page 1

Canadiens.

« Nous n'avons pas besoin d'études gouvernementales supplémentaires qui visent seulement à convaincre les Canadiens que tous les accords de 'libre-échange' sont de bons accords », a-t-il ajouté. « Les Canadiens doivent être autonomes de décider si le PTP répond vraiment à leurs meilleurs intérêts. »

M. Dias a souligné que le PTP n'apportera rien au déficit commercial accru du secteur de la fabrication automobile au Canada, et ne fera en réalité qu'empirer la situation. Le déficit commercial du secteur de l'automobile au Canada a désormais atteint 19 milliards de dollars. « C'est une baisse assez importante par rapport

à l'excédent de 14 milliards de dollars que nous avons déjà connu, et il n'y a pas si longtemps », a lancé Jerry Dias.

Jerry Dias a souligné que le type de véhicules produits au Canada n'est pas désiré par la plupart des pays asiatiques; alors, toute ouverture du marché est peu susceptible d'augmenter les exportations de véhicules vers ces pays.

Le président d'Unifor a utilisé la Corée du Sud comme exemple. Le Canada a signé un accord commercial avec ce pays il y a un an. Depuis, les exportations manufacturières ont baissé de 3,9 p. cent, alors que les importations de la Corée du Sud ont grimpé de 9 p. cent et notre déficit commercial manufacturier avec la Corée a augmenté de 4 milliards de dollars.



Le Partenariat transpacifique met en péril les bons emplois du secteur de l'automobile, a déclaré Jerry Dias, président national d'Unifor, devant le comité du commerce de la Chambre des communes.

De la même manière, le PTP n'accordera pas un meilleur accès aux fabricants d'automobiles du Canada au marché japonais, a affirmé Jerry Dias, en soulignant que le Japon n'a déjà aucun droit d'importation à payer sur les automobiles.

« Le problème avec le Japon ne porte pas sur les droits. Des problèmes structurels plus profonds sont en jeu », a-t-il

affirmé.

Jerry Dias a pris la parole devant le comité à l'occasion d'une journée dédiée à l'industrie de l'automobile, mais a saisi l'occasion de souligner d'autres inquiétudes par rapport au PTP, entre autres celles portant sur les règles de propriété étrangère des télécommunications, les exportations de grumes, la gestion des approvisionnements.

>> Suite de "Le budget de l'Ontario..." on page 1

palliatifs et exprime sa déception quant au niveau de financement des hôpitaux.

« À la suite d'un gel de cinq ans, le gouvernement de l'Ontario a augmenté le financement de base des hôpitaux d'à peine un p. cent », a déclaré Katha Fortier. « Il s'agit d'une mesure bouche-trous qui ne va pas vraiment améliorer les soins quotidiens prodigués aux patients en Ontario. »

Le syndicat est déçu aussi du manque de mesures contenues dans le budget pour protéger les actifs publics.

« Plutôt que de reconnaître que la vente d'Ontario Hydro était une erreur, le gouvernement Wynne semble doubler la mise pour vendre à tout prix de précieux actifs publics dans le but d'obtenir des gains financiers à court terme », a prévenu Katha Fortier.

« Le budget fait référence aux actifs du gouvernement, mais ils appartiennent aux citoyens de l'Ontario, et une fois vendus, la priorité sera accordée aux résultats

nets et non aux services équitables pour les contribuables. »

En outre, le budget fournit très peu de réponses à l'état actuel du secteur manufacturier en Ontario, avec très peu d'investissement dans le secteur de la fabrication de pointe. « Unifor est inquiet que le budget omette de présenter une stratégie visant à conserver et créer des emplois manufacturiers », a ajouté Katha Fortier.

Elle a accueilli l'engagement de l'Ontario à travailler avec les autres provinces et le gouvernement fédéral pour négocier une réforme du Régime de pensions du Canada. « Nous pensons que la bonification du RPC, atteignant au moins la hauteur du RRPO ou la dépassant, est le meilleur choix pour les Canadiens », a affirmé Katha Fortier.



UNIFOR
theUnion | le syndicat

Le transfert de contrats de transport scolaire montre l'instabilité du système

Le transfert récent de 452 itinéraires d'autobus scolaire dans la région de Toronto montre à quel point le système de gestion de ces contrats est instable en Ontario, et ne va qu'empirer, prévient Unifor.

« Lorsque les contrats de transport scolaire sont constamment transférés d'un fournisseur à l'autre, le système ne peut tout simplement pas composer avec les enjeux les plus importants pour les élèves et leurs parents », a affirmé Katha Fortier, directrice de la région de l'Ontario d'Unifor.

« Les parents se demandent maintenant qui va transporter leurs enfants à l'école l'automne prochain. »

Unifor soutient que le système d'appel d'offres pour l'octroi de contrats de transport scolaire aboutit à une instabilité permanente dans le système,

alors que les entreprises de transport scolaire, les chauffeurs et les parents ne savent pas qui va transporter les enfants d'une année scolaire à l'autre.

En vertu de la loi ontarienne, la représentation syndicale des chauffeurs, leurs salaires, leurs avantages sociaux et leurs conditions de travail, et même leur emploi, ne sont pas transférés avec eux.

« Nous espérons apporter un peu de stabilité dans une situation très instable », a déclaré Deb Montgomery, présidente de la section locale 4268.

Unifor va continuer de rencontrer le ministre de l'Éducation à ce sujet. Allez sur le site : unifor.org/schoolbuscampaign.



Les métiers spécialisés demandent l'harmonisation des apprentissages

Chaque province au Canada et chaque territoire a son propre système de formation pour les métiers spécialisés, une situation qui empêche la capacité au pays à attirer des jeunes dans les métiers ou à les garder une fois qu'ils ont commencé à y travailler, selon les propos tenus au premier Conseil des métiers spécialisés d'Unifor.

« Nous avons 13 systèmes d'apprentissage différents. S'il fallait mettre sur pied le système, personne ne le ferait de cette manière », a déclaré Garry Herman, président de l'Industry Training Authority de la Colombie-Britannique.

M. Herman a participé à un panel sur les défis auxquels est confrontée la formation des métiers spécialisés, et il a aussi livré la principale allocution en

après-midi.

Comme plusieurs personnes au Conseil, M. Herman préconise l'harmonisation des programmes d'apprentissage au Canada.

À l'heure actuelle, une ou un travailleur ayant des qualifications d'un corps de métier peut travailler n'importe où au Canada.

En revanche, ceux qui sont encore en apprentissage ne peuvent se déplacer d'une province à l'autre pour leur formation, bien qu'il y ait une certaine harmonisation dans la région atlantique.

Les 300 déléguées et délégués au Conseil ont adopté une résolution demandant à Unifor de soutenir toute initiative permettant aux apprentis de se déplacer au Canada lorsqu'ils cherchent du travail tout en poursuivant leur

DANS CE NUMÉRO Le président national d'Unifor, Jerry Dias, exprime les préoccupations du syndicat à l'égard du PTP à la colline parlementaire. Le budget de l'Ontario est insuffisant. Le programme de report de paiement des factures d'électricité en CB n'est qu'une mesure d'assistance pour les entreprises. Unifor défend la télévision locale.



Le joueur à la retraite de la LNH, Theoren Fleury, a raconté son histoire touchante d'abus et de rétablissement lors de la Conférence des métiers spécialisés, ce qui a ému les délégués et délégués qui se sont précipités pour rencontrer la vedette de hockey au moment de la signature d'un livre après sa présentation.

formation d'apprentis pour obtenir leur qualification, et aux sections locales de recruter des mentors parmi leurs membres.

« Nous allons continuer d'exercer des pressions pour atteindre cet objectif », a déclaré David Cassidy, président du Conseil des métiers spécialisés d'Unifor. « Nous pouvons faire une différence pour ces jeunes apprentis. »

Mike Luff, chercheur au

Congrès du travail du Canada, a souligné que les difficultés du marché du travail rendent l'harmonisation encore plus importante, puisqu'elle permettrait aux apprentis de se déplacer pour obtenir du travail lorsqu'ils en ont besoin.

« Les apprentis ont souvent de la difficulté à obtenir leur premier placement ou ils y arrivent, mais ils se font ensuite mettre à pied », a affirmé M. Luff.